

CONCLUSION

Richard MARCOUX
Marc PILON

Si l'éducation, dans son acception « traditionnelle », celle dispensée au sein de la famille et de la communauté, est partie intégrante de l'histoire des sociétés, celle relative à l'institution scolaire est une construction historique plutôt récente. Par ailleurs, bien que l'objectif de la scolarisation universelle semble aller de soi, la portée et les enjeux de « l'éducation scolaire » dépassent largement les cadres individuel, familial et communautaire ; supplantant les savoirs traditionnels, les « savoirs scolaires » constituent une (nouvelle) clé majeure de la reproduction des sociétés, de la vie économique et politique des pays. Dans les pays du Sud, et particulièrement en Afrique, les systèmes scolaires connaissent une crise sans précédent. L'école ne semble plus à même de jouer son rôle d'« ascenseur social » et de garantie pour l'accès à un emploi « protégé » dans la fonction publique. Si quantitativement la scolarisation a progressé (bien que l'on soit encore loin de *l'Éducation pour tous*), sur le plan qualitatif, le diagnostic est plutôt sévère ; trop souvent, pour l'enseignement primaire, le risque d'un échec ou d'un abandon s'avère plus élevé que la chance de réussir.

La question de la finalité de l'école est, en outre, posée dans des termes nouveaux avec le contexte de la mondialisation et du processus de privatisation de l'éducation et d'une marchandisation croissante des savoirs scolaires, tant au Nord qu'au Sud. Dans les pays du Sud, l'autonomie dans l'élaboration et la conduite des politiques éducatives nationales apparaît de plus en plus restreinte, sous la pression d'une « communauté internationale » omniprésente sur les plans idéologique

et financier. Les ressources humaines les mieux formées, déjà en nombre insuffisant, connaissent dans nombre de pays un phénomène d'exode à la fois interne et externe, qui affaiblit encore les compétences nationales et remet en cause les initiatives en matière de développement local.

Par ailleurs, si la qualité de l'enseignement dans les écoles publiques est largement remise en question depuis une décennie dans les pays du Nord, l'école publique au Sud n'a même pas encore eu la possibilité de devenir « universelle » qu'elle est déjà condamnée pour ses faibles performances à former de bons élèves. Disposant de très faibles moyens, d'instituteurs peu et irrégulièrement rémunérés, ne bénéficiant parfois même pas de craies et de tableaux, comment s'attendre à ce que l'école publique du Sud puisse répondre aux défis de la société *high-tech* et du *village global* que l'on nous annonce pour demain ? Comment des élèves qui ne disposent parfois même pas d'une chaise et d'une table dans la classe pourront-ils prétendre participer à des concours où l'étudiant doit fournir son propre ordinateur ?

Avec ces nouvelles données, les inégalités, déjà fortes, s'accroissent, que ce soit entre le Nord et le Sud, au sein des pays (entre groupes sociaux) et au sein des familles. L'accès à l'éducation reste soumis à de nombreuses contraintes. Combinaison des représentations de l'école et des contraintes du moment, les pratiques familiales en matière de scolarisation révèlent l'état des rapports entre l'école, la société et l'État.

Les travaux dont rend compte cet ouvrage mettent en lumière la diversité de ces pratiques familiales, qui surviennent dans des contextes économiques, démographiques, sociaux, culturels, religieux et politiques tout aussi divers. En documentant l'importance des interrelations entre dynamiques familiales et pratiques de scolarisation, les collaborateurs de cet ouvrage montrent bien que l'éducation ne doit pas être appréhendée seulement comme facteur (exogène) explicatif des comportements démographiques – comme les démographes le font trop souvent –, mais comme un processus lui-même dépendant (pour partie) des structures et dynamiques démographiques. Ils révèlent, à ce propos, toutes les potentialités d'analyse des sources de données démographiques (recensements et enquêtes) n'ayant pas pour objet l'étude de la scolarisation. Pour les démographes, il s'agit bien là d'un nouveau champ de recherche, qui représente un véritable enjeu de connaissance et pose des défis à la fois théoriques et méthodologiques.

En termes de perspectives de recherche, plusieurs thématiques paraissent devoir être approfondies. Nous en proposons ici quelques-unes. La problématique du genre (*gender issues*) apparaît essentielle à la compréhension des comportements en matière de scolarisation. Quelles conclusions tirer du constat, vérifié pour de nombreux pays, d'une attitude plus favorable des femmes en matière de scolarisation des enfants ? Par delà la situation spécifique de ces femmes, comment opèrent les relations de genre dans les représentations et pratiques éducatives, au sein des familles comme à l'école, et en fonction du sexe des enfants ? La situation spécifique des femmes chefs de ménage et son extension constituent un fait social en soi, porteur de changements au sein des sociétés, dans les relations de genre et dans la définition des rôles familiaux, dont il convient de rechercher les fondements et de mesurer la portée.

Travail et scolarisation des enfants entretiennent des rapports complexes, insuffisamment documentés. Plus spécifiquement, le triptyque confiage-scolarisation-travail des enfants apparaît jouer un rôle majeur, tant dans les pratiques scolaires des familles que dans les comportements de fécondité. Le travail des enfants peut s'inscrire à l'intérieur des processus de socialisation et s'avérer avoir des effets positifs sur les performances scolaires. Les activités économiques et la participation à certaines tâches domestiques de la part des élèves peuvent aussi permettre la subsistance de certaines familles. À partir de quel moment viennent-elles nuire à la réussite scolaire ou favoriser l'abandon des études ? Les relations sont complexes, parfois ambivalentes. Mieux les comprendre s'avère indispensable.

La morbidité et la mortalité, des enfants comme des adultes (enseignants et parents), pèsent assurément sur la scolarisation. Des enfants ne sont pas scolarisés, sont retirés de l'école ou échouent leur scolarité en raison de leur mauvais état de santé ; il peut en être de même à cause de parents qui tombent malades, voire décèdent (notamment en raison du sida). Il importe de mieux mesurer l'impact de la santé sur la scolarisation, tant le « droit à l'éducation » apparaît étroitement lié au « droit à la santé ».

Mais cette interconnexion des droits implique aussi le registre économique. La pauvreté constitue encore trop souvent une contrainte objective majeure pour l'accès à l'éducation ; le paiement des médicaments l'emporte logiquement sur celui de la scolarité. Dans le contexte d'une paupérisation qui semble croissante, les situations de

vulnérabilité économique rendent de plus en plus incertains les projets familiaux de scolarisation. Il conviendrait de mieux documenter le poids réel de la contrainte financière et les voies par lesquelles elle influe sur les pratiques de scolarisation.

Parce que la scolarisation est un processus éminemment temporel qui, au même titre que les événements démographiques, jalonne les vies individuelles et familiales, son étude doit veiller à la re-situer dans le déroulement des histoires individuelles (des enfants eux-mêmes) et familiales. De ce point de vue, une compréhension accrue des processus de scolarisation passe par des approches méthodologiques adaptées. Il apparaît ainsi nécessaire de développer les études reposant sur l'approche biographique et sur la méthodologie des observatoires de population, qui offrent des perspectives d'analyse très intéressantes. Dans le même temps, il s'avère tout aussi indispensable de davantage articuler analyses statistiques et approches qualitatives, et renforcer les démarches inter-disciplinaires, notamment en direction de la sociologie de l'éducation.

In fine, il ne fait aucun doute que ce nouveau champ de recherche pour les démographes conduira à poser dans des termes nouveaux les inter-relations entre éducation et population, et nous osons espérer que cet ouvrage et les travaux qu'on y trouve pourront contribuer à cette initiative.

Although education in the more "traditional" sense of the term, that which is dispensed within the family and the community, is an integral part of the history of societies, education dispensed by the school institution is a relatively recent historical construction. What is more, although the objective of universal enrolment seems to be a matter of course, the impact and the issues at stake in "school education" reach far beyond individual, family and community frameworks; supplanting traditional knowledge, "knowledge attained at school" constitutes a (new) major key in social reproduction, and in the economic and political life of States. In the countries of the South, and especially in Africa, education systems are experiencing an unprecedented crisis. School seems no longer to play a role as a means of

climbing the "social ladder" and as a guarantee of a "protected" job in the civil service. Although school enrolment has increased quantitatively (and the goal of *education for all* is far from being achieved) from a qualitative point of view the diagnosis is rather pessimistic: too often in the primary the risk of failure or dropout is higher than the likelihood of success.

The question of the purpose of school is also posed in new terms within the context of globalisation, the process of the privatisation of education, and the increasing merchandising of the knowledge gained at school in the North and in the South. In the countries of the South autonomy concerning the elaboration and the implementation of national education policies seems to be increasingly restricted under the pressure of an "international community" ideologically and financially omnipresent. Already too few in many countries, the best-trained human resources are subject to internal and external exodus which weakens national capacities even further and threatens local development initiatives.

In addition, although the quality of teaching in public schools has been largely called into question in countries of the North, even before it has had a chance to become "universal" the State school in the South is being criticised for its insufficient capacity to train good students. With very few means and with badly and irregularly paid teachers who sometimes do not even have blackboards and chalk how can State schools in the South be expected to address the challenges of our *high-tech* society and the *global village* announced for the future? How can pupils who sometimes don't have a table or a chair in class hope to be able to take part in competitive exams for students who are expected to have their own computers?

In this new context inequalities, which are already strong, are not only becoming more acute between North and South but they are also widening within countries (between social groups) and within families. Access to education remains subject to a great many constraints. As a factor of how schools are perceived and of constraints at a given time, family practices concerning school enrolment are symptomatic of the state of the relations between the school system, society and the State.

The research this book refers to sheds light on the diversity of family practises occurring in widely varying economic, demographic, social, cultural and political contexts. By documenting the importance of the interrelations between family dynamics and school enrolment

practices the researchers who have contributed to this work clearly demonstrate that one must not consider education only as an explanatory (exogenous) factor of demographic behaviours – as demographers too often do – but as a process in itself dependent (in part) on demographic structures and dynamics. They reveal in this respect all the potential for analysis of the sources of demographic data (censuses and surveys) not directly concerned with the study of school enrolment. For demographers this is a new field of research full of promise and one which poses theoretical and methodological challenges.

In terms of research prospects several themes apparently need to be researched in greater depth. We propose several here. The gender issue seems essential in understanding behaviours regarding schooling. What conclusions should be drawn from the fact, verified in many countries, that women have a more favourable attitude concerning the school enrolment of children? Beyond the specific situation of these women how do gender issues affect perceptions and practices concerning education within families and at school and according to the children's sexes? The special situation of women as heads of households, which is becoming more widespread, constitutes a social phenomenon affecting gender relations and family roles which needs to be explained and whose impact must be measured.

There are complex links between work and children's education which are insufficiently documented. More specifically the three elements of the fostering of children, their schooling, and their labour seem to play a major role both in terms of the school enrolment practices of the families as in fertility behaviours. The work of children can be considered as a part of the socialisation process and prove to have positive effects on performance at school. Economic activities and participation in certain domestic tasks on the part of the pupils may also enable certain families to subsist. From what moment do such aspects have a negative impact on success at school and result in pupils dropping out of school? The links are complex and sometimes ambivalent. Gaining a better understanding of them is indispensable.

Morbidity and mortality, of children as well as adults (teachers and parents), certainly weigh on schooling. Some children are not sent to school, are taken away from school, or fail at school because of their poor state of health; this may also be due to the parents falling ill themselves, or even dying (notably because of AIDS). It is important

to measure more precisely the impact of health on schooling since the "right to education" seems closely linked to the "right to health care".

But this interconnection of rights also involves economics. Poverty is still too often a major objective constraint preventing access to education; paying for medicine logically takes precedence over schooling. In a context of ever increasing poverty economic vulnerability tends to make family education plans uncertain. It would be important to document the real impact of financial constraints and the ways in which they influence school enrolment practices.

Because schooling is obviously a process which unfolds over time and, in the same way as with demographic events, the events it involves constitute landmarks in the lives of individuals and families its study must resituate schooling within the event history of individuals (of the children themselves) and of the families. From this point of view, improved understanding of the processes of school enrolment involves adopting appropriate methodological approaches. It is therefore necessary to develop research based on event history analysis and on the methodology of population observatories which offer very interesting prospects for analysis. At the same time it is just as indispensable to combine to a greater degree statistical analyses and qualitative approaches and to develop interdisciplinary approaches, notably in the sociology of education.

In fine, there is no doubt that this new field of research for demographers will raise questions concerning the interrelations between education and population in new terms and we sincerely hope that this book and the research it presents will be able to contribute towards this initiative.